



FIGURES HISTORIQUES ET PATRIMOINE CULTUREL À JEZZINE : DYNAMIQUES DE RECONNAISSANCE ET D'OUBLI

Marie-Claire ANDRAOS¹, Chantal MANSOUR², Liliane BUCCIANI-BARAKAT¹

¹ Université Saint-Joseph de Beyrouth, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département de Géographie.

² Université Saint-Joseph de Beyrouth, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département de Psychologie.

Résumé

Dans les sociétés marquées par les conflits et les crises, la mémoire collective constitue un enjeu central pour la reconstruction identitaire. Au Liban, l'absence d'un récit unifié après la guerre laisse place à des mémoires locales, souvent incarnées par des figures historiques dont le souvenir se perpétue ou disparaît à travers des lieux de mémoire. Cette communication interroge le rôle de ces figures et de leurs lieux d'origine, associés dans la fabrique d'une mémoire collective en milieu rural, à travers la comparaison de trois personnalités majeures de la région de Jezzine : le Patriarche maronite Boulos Boutros Meouchi et les politiciens Suleiman et Maroun Bey Kanaan. L'objectif de cette recherche est de comprendre pourquoi et comment certaines figures historiques deviennent pour les habitants des références mémorielles majeures, tandis que d'autres tombent dans l'oubli ; et comment les lieux qui leur sont rattachés participent à ce processus. Il s'agit d'examiner comment la patrimonialisation ou la non-patrimonialisation de ces figures et de leurs espaces de vie reflètent les dynamiques actuelles de sélection, d'effacement ou de valorisation de la mémoire locale dans un contexte de crise prolongée. L'approche adoptée combine une analyse archivistique et des entretiens semi-directifs menés avec les acteurs locaux, afin de recueillir des récits personnels et communautaires sur ces trois figures et leurs lieux de mémoire. Parallèlement, une observation de terrain a été menée pour inventorier ces lieux, évaluer leur état actuel et leur signification symbolique. Cette méthodologie permet ainsi d'observer comment la mémoire collective s'inscrit matériellement dans l'espace et évolue sous la pression de facteurs sociaux, économiques et politiques.

Mots-clés

Liban – Jezzine – Patrimonialisation – Figures historiques – Lieux de mémoire.

Abstract

In societies marked by conflict and crisis, collective memory plays a central role in identity reconstruction. In Lebanon, the absence of a unified post-war national narrative has led to the emergence of local memories, often embodied by historical figures whose remembrance is perpetuated – or erased – through places of memory. This article investigates the role of these figures and their places of origin in shaping collective memory in a rural context, focusing on two major personalities from the Jezzine region: Maronite Patriarch Boulos Boutros Meouchi and the politicians Suleiman and Maroun Bey Kanaan. The aim of this study is to understand why and how some historical figures become major memory references for the local population, while others fall into oblivion. It also explores how the sites associated with them contribute to this process. The analysis highlights how the heritagization – or lack thereof – of these figures and their living environments reflects contemporary dynamics of selection, erasure, or valorization of local memory in a context of prolonged crisis. The approach combines archival analysis and semi-structured interviews with local actors to collect personal and community narratives about the two figures and their memorial sites. Field observation was also carried out to inventory these locations, assess their current state, and interpret their symbolic significance. This methodology allows us to observe how collective memory is materially embedded in space and evolves under the pressure of social, economic, and political factors.

Keywords

Lebanon – Jezzine – Heritage-making – Historical figures – Sites of memory.

Introduction

Dans les sociétés marquées par les conflits prolongés, les processus de reconstruction identitaire s'appuient largement sur la mobilisation de la mémoire collective. Le Liban, dont l'histoire contemporaine est traversée par la guerre civile (1975-1990) et les deux guerres avec Israël (2006 et 2024), les occupations militaires étrangères et les crises socio-politiques répétées, présente un cas paradigmatique d'une mémoire fragmentée. En l'absence d'un récit historique national unifié, les mémoires se recomposent à l'échelle locale, souvent à travers des figures historiques et les lieux qui leur sont associés. Ces derniers deviennent les supports matériels de récits concurrents, porteurs de sens mais aussi d'oubli. Cette dynamique s'observe de manière particulièrement claire dans les zones rurales où la mémoire s'inscrit dans le tissu spatial et familial. Nous prenons l'exemple de Jezzine, une ville du Mont-Liban, située au Sud du pays, perchée à 950 mètres d'altitude, réputée pour sa cascade, ses artisans couteliers et ses maisons traditionnelles en pierre. Elle compte environ 5 000 habitants en hiver. La ville est organisée autour d'un centre historique, composé d'une place centrale, de quartiers résidentiels et d'un tissu mixte mêlant commerces, cafés, institutions religieuses et écoles. Longtemps considérée comme un bastion chrétien du Liban Sud, Jezzine a servi de refuge, de base politique, puis de carrefour stratégique durant les conflits. Son tissu urbain conserve les traces de cette histoire : maisons familiales patriciennes, anciens hôtels, bâtiments administratifs ottomans et mandataires, mais aussi friches post-conflit et immeubles inachevés.

Les habitants de Jezzine identifient certaines personnalités comme les piliers de leur mémoire collective. Ces figures incarnent, au-delà de leur rôle historique, des valeurs sociales, politiques ou spirituelles transmises. Elles sont alors associées à des événements, des palais et bâtiments, à des artefacts et à des narrations orales qui fonctionnent comme des lieux de mémoire au sens de Nora (1984). Pourtant, ces lieux n'évoluent pas tous selon les mêmes logiques de conservation ou de valorisation. Certains bénéficient d'un entretien continu, d'une patrimonialisation active et d'une reconnaissance publique. D'autres, en revanche, tombent dans l'oubli ou se voient détournés de leur fonction mémorielle première, en raison de circonstances politiques, économiques ou militaires. Ce faisant, l'étude interroge les mécanismes sociaux, politiques et émotionnels qui président à la sélection patrimoniale à Jezzine, au sens de Davallon (2006) et à la construction – ou la désagrégation – de la mémoire collective (Halbwachs, 1950 ; Lavabre, 2020). Elle mettra en lumière le rôle des familles, des institutions locales, mais aussi des aléas géopolitiques dans la reconnaissance ou l'effacement des lieux de mémoire. En filigrane, c'est la

capacité d'une société locale à se réapproprier son passé pour forger un récit partagé qui sera questionnée.

Cet article propose d'analyser ces dynamiques contrastées à travers deux cas emblématiques : le palais de la famille Kanaan – demeure de Suleiman Bey Kanaan (magistrat ottoman) et de Maroun Bey Kanaan (figure de l'Indépendance) – et le bâtiment inachevé du patriarche maronite Boulos Boutros Meouchi, destiné à l'origine à être une maison de repos pour personnes âgées. Le choix de ces deux cas, qui ressortent parmi les personnalités les plus citées lors de notre enquête participative, repose sur leur contraste analytique : d'un côté, une demeure restaurée, patrimonialisée et activement transmise par ses descendants ; de l'autre, un lieu inachevé et traumatisé par la guerre, dont la vocation initiale a été occultée. À partir d'une approche qualitative combinant analyse des archives, entretiens semi-directifs et observation de terrain, nous montrerons comment ces deux lieux, bien que rattachés à des figures majeures de l'histoire locale, ont connu des trajectoires mémorielles opposées.

CADRE THÉORIQUE

1. La mémoire collective et les lieux de mémoire

La mémoire collective, concept fondé par Maurice Halbwachs (1950), repose sur l'idée que les souvenirs ne sont jamais purement individuels : ils sont toujours façonnés par les cadres sociaux au sein desquels évoluent les individus. Familles, communautés, nations – chaque groupe sélectionne, reformule et transmet des événements du passé en fonction de ses repères culturels, de ses valeurs et de ses besoins du présent. Le souvenir individuel s'inscrit ainsi dans des dispositifs collectifs de sens. Cette perspective a été approfondie par Pierre Nora (1984) qui introduit la notion de « lieux de mémoire » : des espaces, objets ou rites dans lesquels se cristallisent les fragments d'une mémoire vive, particulièrement lorsque la transmission naturelle, familiale ou communautaire est rompue. Dans un pays comme le Liban, où aucune politique mémorielle nationale unifiée n'existe, ces lieux prennent une importance d'autant plus grande qu'ils permettent aux communautés locales de s'approprier une mémoire que l'État ne reconnaît pas nécessairement.

Les émotions jouent également un rôle décisif dans ces dynamiques mémorielles. Francis Eustache (2016) montre que les souvenirs liés à des expériences affectives fortes – traumatismes, attachements familiaux, pertes collectives – ont tendance à s'ancrer plus durablement. Ils deviennent des points d'ancrage mémoriels, conservés sous forme de récits, d'objets ou de gestes rituels. Bernard Croisile (2009) évoque à ce titre des mécanismes d'oubli protecteurs, par saturation ou rejet, qui n'effacent pas la mémoire mais la rendent latente, prête à ressurgir en

temps de crise. Paul Connerton (1989), dans son analyse des formes de mémoire incarnée, rappelle que certains lieux ou habitudes corporelles sont porteurs d'un savoir mémoriel souvent inconscient, mais profondément structurant.

2. Le processus de patrimonialisation

Le processus de patrimonialisation, bien qu'inscrit dans des dynamiques locales et sociales, a été formalisé à l'échelle internationale à travers des instruments juridiques comme la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par l'UNESCO (1972). Ce texte fondateur définit le patrimoine comme un bien à « valeur universelle exceptionnelle », dont la conservation intéresse l'ensemble de l'humanité. La Convention a contribué à institutionnaliser un modèle en plusieurs étapes, allant de l'identification du bien (inventaire, critères d'évaluation) à son inscription sur une liste officielle, en passant par des phases de protection, de conservation, de gestion et de mise en valeur. Si ce cadre a structuré de nombreuses politiques patrimoniales nationales, il a aussi suscité des critiques pour son approche descendante et universaliste. Des chercheurs comme Dominique Poulot (2009) et Laurajane Smith (2006) ont souligné que la reconnaissance patrimoniale passe aussi – et parfois surtout – par des processus ascendants, fondés sur la mémoire vécue, l'attachement communautaire et les usages quotidiens. Dans ce sens, la patrimonialisation ne se résume pas à l'inscription ni à la labellisation : elle repose sur des pratiques sociales continues où les populations locales jouent un rôle clé dans la sélection, l'interprétation et la transmission des éléments patrimoniaux.

La patrimonialisation n'est pas une reconnaissance automatique d'un lieu ancien ou d'un objet remarquable : elle constitue un processus social, culturel et politique qui repose sur une sélection, une légitimation et une mise en récit. Jean Davallon (2006) rappelle qu'un élément devient patrimoine lorsqu'il est désigné comme tel par une communauté ou une institution, à travers un ensemble d'actes symboliques, narratifs et matériels. Cette désignation implique toujours des choix : ce que l'on patrimonialise, c'est ce que l'on juge digne d'être transmis, conservé, valorisé – et donc, indirectement, ce que l'on oppose à l'oubli. Dans ce cadre, la mémoire collective joue un rôle fondamental car elle oriente les critères de sélection patrimoniale. Pierre Nora (1984), en introduisant la notion de « lieux de mémoire », montre que certains espaces ou objets cristallisent la mémoire d'un groupe lorsqu'ils deviennent les derniers témoins visibles d'un passé menacé. Toutefois, Paul Ricoeur (2000) met en garde contre l'instrumentalisation mémorielle dans les contextes post-conflit : les lieux de mémoire peuvent être mobilisés pour servir des narrations officielles ou des stratégies de légitimation identitaire.

Cependant, ce lien entre patrimoine et mémoire n'est ni linéaire ni pacifié. Comme le soulignent Gravari-Barbas et Jacquot (2024), les processus de patrimonialisation sont traversés par des tensions entre les mémoires vécues localement et les dispositifs institutionnels ou touristiques, souvent standardisés. Cette dissonance se manifeste particulièrement dans les contextes ruraux ou post-conflit, où certains lieux fortement chargés d'histoire sont laissés dans l'ombre tandis que d'autres, parfois moins significatifs pour la population locale, sont valorisés en raison de leur potentiel symbolique ou touristique. Ainsi, la patrimonialisation ne reflète pas nécessairement la mémoire collective telle qu'elle est ressentie et transmise mais elle résulte d'une série de choix, de hiérarchisations et de négociations entre les acteurs concernés. Régis Debray (1992) évoque à ce sujet les « mémoires blessées », que les communautés cherchent à cicatriser ou à revaloriser à travers des initiatives locales – musées familiaux, restaurations bénévoles, commémorations informelles. La relation entre patrimoine et mémoire se construit dès lors dans une dialectique permanente entre reconnaissance et effacement, entre ancrage territorial et cadres normatifs.

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de notre thèse de doctorat, nous avons mené, en 2022, une enquête par questionnaire auprès de 400 individus dans la région de Jezzine, selon une méthode stratifiée proportionnelle, prenant en considération la répartition spatiale, le sexe et l'âge de la population. Parmi les questions posées, nous avons demandé à la population d'énumérer les sites patrimoniaux et les personnalités marquantes dans la région de Jezzine. Analysant les résultats, nous avons découvert ce cas mémoriel, surtout à Jezzine la ville, où se concentrent majoritairement les personnalités énumérées et les sites patrimoniaux – ceci nous a incités à pousser plus loin notre recherche en 2024. Les personnalités les plus fréquemment énumérées dans notre enquête de 2022 sont le politicien Jean Aziz, suivi par le politicien Suleiman Kanaan, le cardinal Boulos Boutros Meouchi et le politicien Maroun Bey Kanaan. D'autres noms, tels que le Dr Farid Serhal ou Ezzatlo Bey Nassif, ont également émergé mais avec une fréquence moindre. Il a donc fallu étudier les plus fréquemment cités, soit Jean Aziz, les Kanaans et le cardinal. Toutefois, le choix final s'est porté sur la maison Kanaan et le bâtiment initié par le cardinal Meouchi, grâce au contraste mémoriel et patrimonial entre les lieux : la maison Kanaan, malgré des épisodes de traumatisme (occupation temporaire, destruction partielle), a été restaurée et patrimonialisée par ses descendants, devenant un espace actif de transmission ; le bâtiment Meouchi, initialement destiné à devenir une maison de retraite est resté inachevé,

détourné de sa fonction initiale, se transformant en caserne militaire et privé de médiation, illustrant une mémoire suspendue. La maison de Jean Aziz n'a pas vraiment traversé des époques d'occupation. L'étude adopte ainsi un cadre comparatif, permettant de confronter deux trajectoires mémorielles opposées. Cet article repose sur une approche qualitative, combinant plusieurs méthodes complémentaires : l'analyse documentaire (archives locales, biographies, textes religieux et rapports municipaux), l'observation de terrain (visites des lieux, relevés photographiques et cartographiques) et des entretiens semi-directifs en 2024, avec le maire de Jezzine, le prêtre et un descendant de chacune des deux familles concernées.

Au-delà du constat de cette asymétrie, la méthodologie comprend également une phase exploratoire de scénarisation patrimoniale. À partir des données récoltées et en dialogue avec des locaux, des idées de revalorisation de la mémoire du cardinal Meouchi ont été formulées sous forme de propositions concrètes. Cette démarche, inscrite dans une logique participative et ascendante, vise à envisager des modalités de réactivation d'un lieu de mémoire suspendu, à la croisée des enjeux mémoriels, sociaux et territoriaux. L'objectif est ainsi de conjuguer lecture analytique et projection patrimoniale, en intégrant les contraintes politiques, foncières et symboliques identifiées lors du travail de terrain.

RÉSULTATS

1. Les figures historiques et leurs lieux de mémoire

1.1. Le palais Kanaan : un lieu de mémoire dynastique et patrimonialisé

Parmi les figures les plus citées par les habitants et les parties prenantes lors des enquêtes de terrain, la famille Kanaan occupe une place singulière dans la mémoire collective de Jezzine. Deux générations s'y distinguent particulièrement : Suleiman Bey Kanaan (1862-1932), avocat et magistrat sous l'Empire ottoman, et son fils Maroun Bey Kanaan (1898-1981), député du caza de Jezzine et figure de l'indépendance libanaise. Originaires de la ville, ils ont marqué durablement la vie publique locale et nationale. Suleiman Bey, mandaté à la fin du XIX^e siècle par la famille Joumblatt pour gérer leurs terres dans le district, joue un rôle décisif dans l'accession des habitants à la propriété foncière, notamment à Ain Majdalein. En 1909, il est élu au Conseil administratif du Mont-Liban et reçoit le titre de « Bey ». Toutefois, ses liens avec les puissances occidentales lui valent d'être exilé en Anatolie en 1916. Après son retour, il a été exilé en Corse puis à Paris en 1920, en raison de son soutien en faveur de l'Indépendance libanaise et de ses contacts établis avec le roi Fayçal à Damas (Harfouche, 2005). Son fils

Maroun est à son tour actif dans la vie politique : plusieurs fois élu au conseil municipal de Jezzine (1937-1970), puis député, il contribue à la promotion de l'éducation au Liban-Sud. Figure du mouvement indépendantiste, il participe à la préparation du Pacte National oral de 1943 et à l'entrée symbolique des députés dans le Parlement le 1er novembre. Il est décoré de la Médaille de la Lutte Nationale (1945) et de la Médaille du Cèdre National (1981 – Harfouche, 2005).

Leur résidence, située au cœur de Jezzine, construite en 1892, conjugue architecture traditionnelle libanaise et éléments ottomans. Elle constitue aujourd'hui un lieu de mémoire dynastique activement patrimonialisé. Un étage entier de la maison est aménagé en musée : y sont exposés des photographies d'époque, des manuscrits, des documents politiques ainsi que le drapeau libanais signé par Maroun Kanaan. Un espace est dédié à l'introduction de l'hydroélectricité dans la région, réalisée par Suleiman Bey à partir de la cascade de Jezzine. Ce volet est symboliquement valorisé par la présence d'une branche de l'Électricité du Liban au rez-de-chaussée du bâtiment.



Figure 1. Le palais Kanaan – Cliché : Habib Helou (2025)

Ce détail souligne le lien entre héritage technique et mémoire politique (Figure 1). La terrasse de la maison, bien qu'appartenant au domaine privé de la famille, est ouverte à des habitants qui viennent s'y promener ou se reposer, dans

un cadre d'accessibilité sélective. Ce geste d'ouverture renforce l'inscription du lieu dans le quotidien urbain, tout en maintenant un contrôle familial sur l'accès. En effet, le palais demeure une propriété privée : les visites sont ponctuelles, souvent réservées à des proches, et la sélection des visiteurs reste rigoureuse. Cette tension entre accessibilité partielle et protection du lieu renforce sa charge symbolique. Le palais Kanaan incarne ainsi une matrice mémorielle active, au croisement de la transmission familiale, de la reconnaissance publique de la famille (dans l'histoire locale et les récits collectifs) et de l'appropriation communautaire (par l'intégration du lieu dans certaines pratiques sociales). Loin d'être le fruit d'une patrimonialisation descendante, il s'inscrit dans une dynamique ascendante, impulsée par les descendants eux-mêmes. La continuité de l'habitat, l'entretien rigoureux, la narration familiale et les collaborations symboliques (notamment avec EDL) permettent à ce lieu de rester vivant dans l'imaginaire collectif jezzinen. Il fonctionne comme un exemple abouti de convergence entre mémoire privée et mémoire collective, entre valorisation patrimoniale et ancrage identitaire local.

1.2. La caserne du patriarche : un lieu de mémoire suspendu

Contrairement à la trajectoire mémorielle de la famille Kanaan, celle du cardinal maronite Paul Boutros Meouchi (1894-1975) reflète un effacement progressif dans la mémoire collective locale. Né à Jezzine, il fut ordonné prêtre en 1917 puis nommé évêque de Tyr en 1934. Après l'échec du synode à élire un successeur au patriarche Arida, le pape Pie XII le nomme comme patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient en 1955. Premier cardinal originaire de Jezzine, il fut créé cardinal par Paul VI en 1965 lors du concile Vatican II, où il défendit les droits des patriarches orientaux et la diaspora maronite. Après un long séjour aux États-Unis (1920-1934), où il fonda l'église Notre-Dame du Liban à Los Angeles et se lia d'amitié avec Lyndon Johnson, il conserva des liens étroits avec Washington (Le conseil culturel du Caza de Jezzine, 2018). À la fois chef spirituel et acteur politique incontournable, il marqua l'histoire libanaise par sa capacité à relier la communauté maronite aux grandes puissances mondiales et aux débats arabes de son temps. Durant la crise de 1958, qui opposa le président Camille Chamoun aux forces pro-nassériennes, il adopta une position critique envers Chamoun tout en cherchant à éviter une dérive confessionnelle. En 1962, il fut reçu par John F. Kennedy, perçu comme un acteur influent capable de peser sur la succession présidentielle au Liban (Department of State, 1962 ; Saunders, 1962). Très attaché à sa ville natale, il initia dans les années 1970 un projet de maison de retraite et d'orphelinat à Jezzine (Le conseil culturel du Caza de Jezzine, 2018) et légua les terres à la congrégation des Sœurs de la Sainte Famille Maronite.

Ce projet portait une forte dimension spirituelle et sociale mais il fut interrompu par le décès du cardinal en 1975, suivi du déclenchement de la guerre civile libanaise après quelques mois. Durant la guerre, le bâtiment fut réquisitionné, occupé par diverses milices et transformé en caserne militaire. Cette réaffectation brutale a durablement altéré la fonction symbolique du lieu, le détournant de son intention première. Aujourd'hui, le bâtiment subsiste à l'état de ruine inachevée, dégradé, abandonné, parfois squatté par des familles réfugiées ou des ouvriers saisonniers, sans reconnaissance officielle ni dispositif mémoriel actif (Figure 2). Aucun panneau ne signale sa présence, aucune archive visible n'en rappelle la vocation originelle, et la population locale en ignore souvent l'histoire, ou l'associe uniquement à la guerre.



Figure 2. La caserne du patriarche Meouchi – Cliché : Habib Helou (2025)

Contrairement au palais Kanaan, aucun processus de patrimonialisation n'a pu être enclenché. La famille Meouchi maintient une mémoire discrète du projet initial mais refuse toute réutilisation du bâtiment dégradé qui irait à l'encontre de la vision fondatrice du patriarche. Ce lieu illustre ainsi ce que Lavabre (2020) décrit comme une mémoire empêchée : bien qu'il ait porté une forte intention symbolique, il a été inachevé et privé de médiation, exposé à des transformations violentes, et laissé sans récit public structurant. Cette désactivation mémorielle n'est pas due à un oubli spontané mais résulte d'un enchaînement de facteurs contextuels – guerre, réaffectation militaire, absence d'institutionnalisation – qui ont neutralisé sa charge symbolique.

Le cas du cardinal Meouchi démontre que la mémoire collective ne dépend pas uniquement de la stature historique d'une figure mais aussi de la capacité des acteurs locaux à préserver un lien actif entre une personnalité, un lieu, un récit et une communauté. En l'absence de cette activation mémorielle, même les figures les plus illustres peuvent être soustraites à la mémoire communautaire. Ce bâtiment inachevé, qui aurait pu devenir un sanctuaire de mémoire et de soin, demeure aujourd'hui un espace fantôme, témoin silencieux des discontinuités historiques et des limites de la patrimonialisation en contexte post-conflit.

2. Analyse comparée des dynamiques patrimoniales : entre mémoire incarnée et mémoire suspendue

L'analyse croisée des figures de Suleiman et Maroun Kanaan, d'une part, et du cardinal patriarche Boulous Boutros Meouchi, d'autre part, révèle des trajectoires patrimoniales profondément contrastées qui mettent en lumière les conditions sociales, spatiales, symboliques et politiques de l'activation mémorielle. La maison Kanaan constitue un exemple abouti de patrimonialisation ascendante. Située au cœur de Jezzine, elle bénéficie d'une centralité spatiale, d'une continuité d'usage résidentiel, et d'une narration familiale active, incarnée par les descendants eux-mêmes. Le lieu a été partiellement muséalisé au troisième étage, avec l'exposition de manuscrits, de photographies, du drapeau de l'Indépendance signé par Maroun Kanaan, et d'objets ayant appartenu à Suleiman Bey. Une terrasse ouverte au public, une antenne d'Électricité du Liban située au rez-de-chaussée – en hommage à l'introduction de l'hydroélectricité dans la région par la famille – renforcent son ancrage mémoriel et sa visibilité dans l'espace social. Ce cas illustre une triple articulation entre mémoire familiale, mémoire collective et reconnaissance institutionnelle, dans une logique de transmission fluide et organique.

À l'inverse, le bâtiment initié par le cardinal Meouchi illustre un processus de désancrage mémoriel progressif. Conçu dans les années 1970 comme maison de repos et orphelinat, ce lieu a vu sa vocation initiale interrompue par la guerre, puis détournée lorsqu'il fut transformé en caserne militaire israélienne. Depuis, il est resté inachevé, squatté, et non signalé, échappant ainsi aux circuits patrimoniaux comme à la mémoire partagée des habitants. Si la famille du cardinal conserve le souvenir du projet et s'oppose à toute réhabilitation qui irait à l'encontre du testament spirituel de Meouchi, cette mémoire reste privée, silencieuse et peu relayée. Le cas Meouchi est celui d'un lieu à haute valeur symbolique, mais dont le potentiel mémoriel est resté suspendu, faute de médiation efficace, de relais narratifs et de consensus entre les parties prenantes. Le terrain appartient juridiquement à la Congrégation des Sœurs Maronites de la Sainte Famille, seule détentrice de la propriété. Toutefois, la famille du patriarche reste un acteur

important : lorsqu'un projet d'hôtel fut lancé sur une parcelle attenante avec l'accord de la Congrégation, propriétaire des terrains, la famille intenta une action en justice pour bloquer l'initiative, invoquant le respect de la volonté fondatrice du cardinal. Cette opposition illustre que, même sans droits de propriété, la famille intervient dans la régulation de l'usage mémoriel du lieu. En l'absence de médiation commune entre Congrégation, famille et communauté locale, le bâtiment demeure ainsi un exemple de mémoire empêchée – ce que Lavabre (2020) appelle une mémoire en tension, marquée par les silences, les effacements ou les reconversions non consensuelles. Ce contraste souligne l'importance des conditions de spatialisation et d'inscription sociale du patrimoine. Le palais Kanaan est visible, accessible, entretenu ; la caserne du patriarche (comme on l'appelle localement) est périphérique, dégradée et orpheline de récit. Cette asymétrie illustre ce que Davallon (2006) définit comme les quatre piliers de la patrimonialisation : la désignation, la légitimation, la transmission et l'usage. Lorsqu'un seul de ces piliers fait défaut, le processus peut se figer.

Enfin, l'écart entre ces deux cas pose la question du devenir des lieux post-traumatiques. Peut-on réhabiliter des espaces chargés de violence pour en faire des lieux de soin, de mémoire et de transmission ? La comparaison ouvre ici une piste réflexive : alors que la maison Kanaan perpétue un héritage politique enraciné, la caserne du patriarche, en dépit de la stature spirituelle du cardinal, attend toujours une médiation capable de transformer le traumatisme en projet mémoriel partagé. C'est dans cette perspective que s'inscrit la proposition, évoquée par des parties prenantes locales, de réhabiliter le site selon la vision initiale du cardinal, en y intégrant à la fois un espace de repos pour personnes âgées et un mémorial de la guerre et de la résilience.

3. De la caserne à la maison de repos : repenser l'héritage du cardinal Meouchi

La maison de retraite du cardinal Meouchi, restée inachevée puis réquisitionnée pendant la guerre, constitue aujourd'hui un espace chargé d'une mémoire fragmentée. Dans une perspective de patrimonialisation ascendante, il apparaît nécessaire de concilier le respect de la volonté initiale du cardinal – offrir un lieu de repos aux personnes âgées – et la transmission de son héritage à la communauté locale et aux générations futures. Le projet envisagé repose sur une double logique, sociale et mémorielle. Le bâtiment principal serait restauré et réaffecté à sa vocation originelle de maison de repos, offrant aux résidents un cadre de vie digne et apaisant, entouré de jardins. Les terrains attenants, légués à la congrégation des Sœurs de la Sainte Famille maronite, seraient aménagés pour accueillir un parcours commémoratif. Celui-ci comprendrait la construction d'une chapelle dédiée au cardinal ainsi que l'installation de trois ou quatre plaques relatant les grandes étapes de sa vie – ordination, patriarcat, cardinalat,

engagements nationaux et internationaux – illustrées par des photographies et des reproductions de manuscrits.

Dans le jardin attenant au rez-de-chaussée, un petit espace d'exposition présenterait l'histoire du lieu lui-même : projet initial, abandon, réquisition militaire puis réhabilitation. Conçu pour être accessible depuis l'extérieur, cet espace permettrait aux pèlerins et aux visiteurs de découvrir le site sans perturber la tranquillité des personnes âgées. Les résidents, de leur côté, pourraient profiter d'un environnement extérieur aménagé et, s'ils le souhaitent, échanger avec les visiteurs dans les espaces de promenade. Ce dispositif sobre et respectueux réinscrit ainsi le site dans une continuité historique : il préserve la vocation sociale voulue par le cardinal tout en affirmant la dimension patrimoniale de son héritage. En associant chapelle, parcours biographique et mémoire du lieu, il offre à la fois un lieu de soin, de mémoire et de rencontre entre la communauté locale, la diaspora maronite et les visiteurs de passage.

Conclusion

À travers l'analyse comparée de trois figures historiques emblématiques de Jezzine – Suleiman et Maroun Kanaan d'un côté, le cardinal Boulos Boutros Meouchi de l'autre – cet article a mis en lumière les dynamiques différenciées de patrimonialisation en contexte rural post-conflit. Si le palais Kanaan constitue un exemple de mémoire vivante, activement transmise et spatialement valorisée, le bâtiment initié par le cardinal Meouchi témoigne au contraire d'un processus d'effacement progressif, lié à la discontinuité d'usage, à la violence des réaffectations et à l'absence de médiation symbolique. Ces trajectoires opposées révèlent que la patrimonialisation ne dépend ni uniquement de l'importance historique d'une figure, ni de la valeur intrinsèque d'un lieu. Elle repose sur un entrelacs de facteurs sociaux, spatiaux, politiques et affectifs. La mémoire familiale, aussi précieuse soit-elle, ne suffit pas à faire exister un lieu dans la mémoire collective : encore faut-il que cette mémoire soit partagée, reconnue et médiée à travers des récits, des pratiques et des usages concrets. À l'inverse, lorsque les liens symboliques sont rompus ou empêchés, les lieux perdent leur capacité de transmission, même s'ils sont porteurs d'une forte charge historique. Ce constat appelle à une réflexion renouvelée sur les outils et les conditions de la patrimonialisation dans les sociétés fragmentées. Le cas de Jezzine montre qu'il est possible d'envisager des processus de réactivation patrimoniale, à condition d'impliquer les communautés locales, de tenir compte des héritages traumatiques, et de proposer des usages symboliques adaptés aux besoins contemporains. La proposition d'une reconversion mémorielle de la caserne du patriarche – en lieu de repos et de mémoire – s'inscrit dans cette logique : elle

visé à transformer un espace de rupture en un lieu de soin et de réconciliation, tout en honorant les volontés fondatrices et la résilience locale.

Enfin, cette étude invite à penser la patrimonialisation non comme une fin en soi mais comme un processus politique et relationnel, traversé par des tensions entre oubli et souvenir, transmission et silence, valorisation et effacement. Dans un contexte libanais où les récits nationaux demeurent éclatés, le patrimoine local peut devenir un levier de recomposition identitaire – à condition qu’il reste attentif aux voix plurielles, aux mémoires blessées et aux potentialités d’un avenir commun.



BIBLIOGRAPHIE

- Assmann, J. (2010). *La mémoire culturelle : écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*. Paris : Flammarion.
- Croisile, B. (2009). *Tout sur la mémoire*. Paris : Odile Jacob.
- Davallon, J. (2006). *Le don du patrimoine*. Paris : Hermès Science - Lavoisier.
- Debray, R. (1992). *Vie et mort de l'image : une histoire du regard en Occident*. Paris : Gallimard.
- Department of State. (1962). *Memorandum à M. McGeorge Bundy*. Washington, D.C.
- Eustache, F. (2016). « Mémoire et émotions », in *Essais*. Paris : Éditions Le Pommier.
- Gravari-Barbas, M. & Jacquot, S. (dir.). (2024). *Patrimondialisations : la fabriquetouristique globale du patrimoine*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Halbwachs, M. (1950). *La mémoire collective*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Harfouche, K. (2005). *La mémoire de Jezzine*. Beyrouth : Universal Company.
- Lavabre, M.-C. (2020). « La mémoire collective comme métaphore ». *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 50(1), p. 275-283. <https://doi.org/10.4000/mcv.12894>
- Le Conseil culturel du Caza de Jezzine. (2018). *Les figures culturelles du Caza de Jezzine*, sous la direction de E. Kattar. Jezzine : Le Conseil culturel du Caza de Jezzine.
- Nora, P. (1984). *Les Lieux de mémoire*. Paris : Gallimard.
- Poulot, D. (2009). *Musée et muséologie*. Paris : La Découverte.
- Ricœur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Seuil.
- Saunders, H. (1962). *Memorandum au président*. Washington, D.C.
- Smith, L. (2006). *Uses of heritage*. Londres : Routledge.
- UNESCO. (1972). *Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*. <https://whc.unesco.org/archive/convention-fr.pdf>. Consulté le 16 décembre 2025.



BIOGRAPHIES

- Marie-Claire Andraos est docteure en géographie de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) et chercheuse à l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO). Dans sa thèse, elle a travaillé sur le processus de patrimonialisation ascendant dans la région de Jezzine au Liban. Membre du Conseil culturel du Caza de Jezzine, elle organise des activités culturelles locales. Avec Association for Community and Environment (ACE), elle s'engage pour la conservation de la biodiversité et la géodiversité au Liban. Elle a présenté ses travaux dans plusieurs conférences internationales.
- Chantal Mansour est professeure au département de Psychologie à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Elle a occupé le poste de cheffe de ce département de 2021 à 2024. Depuis 2015, elle est superviseur au service d'aide psychologique et au centre de soins psychologiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Elle est psychologue clinicienne et psychothérapeute en (CBT, MBCT, ACT et consultante en EMDR). Sa formation clinique est reconnue et certifiée par deux

associations : française (AFTCC) et internationale (EMDRIA) auxquelles elle adhère en tant que membre. Elle est aussi membre fondateur de l'association EMDR Liban et membre de l'Ordre des psychologues du Liban LOPSY. Elle a participé à des congrès internationaux tant au Liban qu'à l'étranger.

- Professeure Liliane Bucciatti-Barakat est géographe et urbaniste spécialisée dans le tourisme et le patrimoine. Elle est Vice-Présidente du Comité National ICOMOS, Liban (UNESCO), membre de la Commission Urbaine de l'Union Internationale de Géographie (UGI), et membre du Comité d'Administration de l'Association Erasmus Expertise (Bordeaux). Elle mène diverses recherches dans le cadre de divers programmes internationaux et locaux (UE, CEDRE, PNUD...). Elle a participé à des colloques et plusieurs conférences publiques tant au Liban qu'à l'étranger.



BIOGRAPHY

- Marie-Claire Andraos holds a PhD in geography from Saint Joseph University in Beirut (USJ) and is a researcher at the Institut français du Proche-Orient (IFPO). In her thesis, she studied the bottom-up heritage preservation process in the Jezzine region of Lebanon. As a member of the Cultural Council of the Caza of Jezzine, she organizes local cultural activities. With the Association for Community and Environment (ACE), she is committed to the conservation of biodiversity and geodiversity in Lebanon. She has presented her work at several international conferences.
- Chantal Mansour is a professor in the Department of Psychology at Saint Joseph University in Beirut. She served as head of this department from 2021 to 2024. Since 2015, she has been a supervisor at the psychological support service and psychological care center at Saint Joseph University in Beirut. She is a clinical psychologist and psychotherapist (CBT, MBCT, ACT, and EMDR consultant). Her clinical training is recognized and certified by two associations: French (AFTCC) and international (EMDRIA), of which she is a member. She is also a founding member of the EMDR Lebanon association and a member of the Lebanese Order of Psychologists (LOPSY). She has participated in international conferences both in Lebanon and abroad.
- Professor Liliane Bucciatti-Barakat is a geographer and urban planner specializing in tourism and heritage. She is Vice-President of the National Committee of ICOMOS, Lebanon (UNESCO), a member of the Urban Commission of the International Geographical Union (IGU), and a member of the Administrative Committee of the Erasmus Expertise Association (Bordeaux). She conducts various research projects within the framework of international and local programs (EU, CEDRE, UNDP, etc.). She has participated in symposiums and several public conferences both in Lebanon and abroad.